



L' Amérique Latine entre la rupture et une nouvelle utopie capitaliste

Entretien avec Valério Arcary



Par José Arbex Jr., journaliste et éditeur spécial de *Caros Amigos*.

Source : *Caros Amigos* – mars 2008

Traduction : Karine Lehmann pour *Autres Brésils*

Il n'y a pas de différence substantielle, par nature, entre les gouvernements Chávez et Lula : les deux se maintiennent dans les limites du régime bourgeois. Dans des situations différentes, tous les deux prétendent à une "utopie contemporaine" vouée à l'échec : l'impossible régulation sociale du capitalisme, affirme Valério Arcary, pour lequel l'Amérique Latine vit une vague révolutionnaire qui, afin de triompher, exige la rupture avec l'impérialisme.

Membre de la direction nationale du PTSU [Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado : Parti Socialiste Uni des Travailleurs -NDT], docteur en histoire sociale à la USP [Université de São Paulo] et auteur des livres *As Esquinas Perigosas da História* [Les Coins Dangereux de l'Histoire] et *O Encontro da Revolução com a História* [La Rencontre de la Révolution avec l'Histoire], Arcary a concédé une interview à *Caros Amigos*.



Que se passe-t-il en Amérique Latine ? Sommes-nous en train de vivre une nouvelle époque révolutionnaire ?

L'Amérique Latine est arrivée à une nouvelle impasse historique. Il y a une crise d'ampleur catastrophique, à cause de la recolonisation qui s'est accentuée dans les années 1990. Ces quinze dernières années, nous avons souffert du processus de "dénationalisation" et de désindustrialisation, d'augmentation des inégalités sociales. Ce processus, plus ou moins accentué dans l'un ou l'autre pays, a fait que toutes les plaies historiques de notre continent ont acquis des proportions colossales. Aujourd'hui, la majorité de la population vit dans la misère biologique, consommant à peine les 2000 calories par jour indispensables pour qu'une personne conserve un minimum de santé physique et mentale. Malgré les taxes officielles de scolarité élevées, plus de la moitié de la population n'attribue aucune signification au langage écrit. La concentration de la propriété, urbaine ou rurale, agraire ou industrielle, du mobilier ou de l'immobilier, acquiert des dimensions beaucoup plus élevées que par le passé. Tous ces éléments se sont accumulés de telle façon qu'une expérience historique s'est épuisée. A partir du nouveau millénaire, une situation révolutionnaire s'est ouverte sur l'ensemble du continent, avec des situations nationales différentes.

Ne vous semble-t-il pas ironique que justement un militaire de carrière, en arrivant au pouvoir au Venezuela, ait assumé la défense d'un projet socialiste pour l'Amérique Latine, le "socialisme du 21ème siècle" ?

C'est le modèle de l'Amérique Latine, ce n'est pas un phénomène nouveau. Chávez est associé à un courant militaire nationaliste, dont l'horizon historique se trouve dans les limites du capitalisme, mais qui se radicalise contre l'exploitation impérialiste, contre les fractions bourgeoises oligarchisées. Prestes¹ a surgi au Brésil, dans les années 20, comme leader du "*tenentismo*"², un mouvement qui exprimait la radicalisation des nouvelles classes moyennes urbaines contre la

¹ Luis Carlos Prestes (1898-1990) : Militaire et homme politique dont la vie entière fut dédiée à la défense du communisme. En octobre 1924, il prit la tête de la « Colonne Prestes » avec 1500 hommes et parcourut 25000 kms. Nommé secrétaire général du Parti Communiste du Brésil (PCB) en 1945, plusieurs fois condamné à la prison et exilé en Union Soviétique, il revint au Brésil et mena de 1979 à 1982 diverses actions contre la dictature.

(source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Lu%C3%ADs_Carlos_Prestes)

² Le « *tenentismo* » est un mouvement de contestation du gouvernement et des oligarchies, appelé ainsi car il avait à l'origine des lieutenants et des capitaines de l'armée brésilienne. Le soulèvement eut lieu entre 1922 et 1927, contre le gouvernement de la République. Après 1930, les « lieutenants » sont entrés au gouvernement et ont cherché à lui donner une ligne qui entre dans leurs objectifs. Ces troupes tenentistes partirent armées de la capitale de São Paulo. Elles parcoururent tout l'intérieur du Brésil, et reçurent au Rio Grande do Sul l'aide du Capitaine Luís Carlos Prestes qui donna son nom à la fameuse colonne. (source : [www. http://pt.wikipedia.org/wiki/Tenentismo](http://pt.wikipedia.org/wiki/Tenentismo))



bourgeoisie agraire de la *República Velha*³. Au Mexique, le général Lázaro Cárdenas a suspendu le paiement de la dette externe après la crise de 1929, et a repris le paiement seulement à la fin de la Seconde Guerre. Dans les années 1970, il y a eu l'expérience du général Velasco Alvarado, ce qu'on a appelé le socialisme militaire, au Pérou, et celle du général Juan Torres, en Bolivie. Par conséquent, il n'y a pas de surprise historique. Mais pouvons-nous parler de la crise de la gauche vénézuélienne : si le nationalisme militaire radicalisé possède un si grand poids, cela suggère assez bien ce qui s'est passé avec la gauche, et pas seulement au Venezuela. Ces quinze dernières années, il y a eu un ouragan, un tsunami politique, où la gauche latino-américaine est devenue méconnaissable. Pour ceux de notre génération qui ont connu le sandinisme au Nicaragua à la fin des années 1970, la *Frente Farabundo*⁴ de Marti au Salvador, pour ceux qui se souviennent de ce qu'était toute la gauche inspirée de l'exemple de la Révolution Cubaine, comme les *montoneros*⁵ et les *tupamaros*⁶ et même les grands partis communistes qui avaient un poids important, comme en Uruguay, le tableau actuel est désolant. D'ex-*montoneros* collaborent avec Kirchner, en Argentine, Daniel Ortega collabore avec les fractions les plus puissantes de la bourgeoisie nicaraguayenne, et d'autres pays alentours.

Que signifie, pour vous, le “socialisme du 21eme siècle”?

C'est un projet qui conserve les relations de propriété capitaliste et une économie de marché tout en maintenant à l'Etat le rôle fort de régulateur afin de garantir, non seulement le fonctionnement des services publics, mais aussi un certain contrôle des prix sur les marchandises les plus essentielles. Fondamentalement, il s'agit d'une utopie du monde contemporain, un projet de régulation sociale du capitalisme. Toutes les tentatives historiques qui ont été faites dans ce sens, jusqu'à nos jours, ont échoué. Le capitalisme n'est pas régulable, la rupture est inévitable. Le capital

³ *República Velha* (1889-1930) : Période appelée ainsi en opposition à la *Republica Nova*, et qui va de la proclamation de la République (1889) jusqu'à l'ascension de Getúlio Vargas en 1930. Durant cette période, le Brésil a connu 13 présidents, et la politique fut dominée par l'oligarchie caféière qui exerça le pouvoir.

⁴ *La Frente Farabundo Marti de Liberacion Nacional* (Front Farabundo Marti de Libération Nationale) : de Augusto Farabundo Marti, chef du parti communiste salvadorien, décédé lors des répressions successives au soulèvement paysan de 1932, qui avait fait entre 15 mille et 20 mille morts, est à l'origine (1980) un mouvement de guérilla issu de l'unification de 5 forces révolutionnaires sous l'égide cubain.

(Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Frente_Farabundo_Mart%C3%AD_de_Liberacion_Nacional)

⁵ Monteneros : Organisation politico-militaire argentine qui pratiqua la lutte armée entre 1970 et 1979.

⁶ *Le Mouvement de Libération Nationale-Tupamaros* -MLN-T était un mouvement politique uruguayen d'extrême-gauche qui prôna la guérilla urbaine et fut actif durant les années 1960 et 1970. En 1989, le mouvement s'intégra dans la coalition politique du *Frente Amplio*, [NDT].



accepte des négociations et fait des concessions seulement en cas d'un danger de révolution. Historiquement, nous pouvons voir trois expériences pour lesquelles le capital a été disposé à faire des concessions : à la fin du XIXe siècle, après la terreur que représenta pour la société bourgeoise la Commune de Paris ; à la lumière de l'expérience tragique des années 30; et après la tragédie produite par la Seconde Guerre Mondiale, qui a ouvert le chemin vers de nouvelles révolutions, car, par exemple, octobre 1917 avait déjà existé. Le capitalisme européen, dans le cadre du Plan Marshall, a fait des concessions aux classes ouvrières et a négocié des réformes. Dans une certaine mesure, le pacte social de l'après-guerre a créé une régulation limitée : on a établi des limites à l'exploitation de la force de travail, les droits des classes ouvrières ont été reconnus. Ce grand accord explique pourquoi la période de la Guerre Froide a été, dans une large mesure, d'une certaine stabilité. Mais, dans les sociétés périphériques, ce pacte n'a jamais existé. Les concessions sont toujours transitoires et éphémères. On peut dire, par exemple, que dans les années 50, des concessions ont été faites au Brésil par rapport au travail, avec la garantie de la stabilité de l'emploi, la consolidation des lois du travail (CLT), mais cela découlait, en grande partie, d'un fait fondamental : quand la guerre a pris fin, au Brésil, à part Vargas, le leader populaire qui avait le plus de prestige était Luís Carlos Prestes, élu au Sénat avec 10 millions de voix, leader d'un parti communiste très influent auprès des masses. Après cela, la Constitution de 1988 donne lieu, formellement, à l'extension des droits qui correspondent à l'intensité de la lutte des classes dans les années 80. L'une des concessions les plus extraordinaires a été l'extension du droit à la retraite pour les travailleurs ruraux, ce qui demeure, probablement, la politique publique de distribution de revenus la plus significative de l'histoire du Brésil des cinquante dernières années.

En Bolivie, il s'est passé une chose qui semble être nouvelle, c'est le rôle de premier plan qu'occupent les peuples autochtones et qui se manifeste également très fortement au Mexique et en Equateur. Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie le réveil des grandes masses indigènes paysannes qui vivaient d'expédients au sein de leurs propres nations. La paysannerie latino-américaine a été l'avant-garde, souvenons-nous, de la première grande révolution du XXe siècle, au Mexique. Aujourd'hui, sa nouvelle mobilisation découle des séquelles de l'ajustement néo-libéral. Les plans de stabilisation de la monnaie, en particulier, ont détruit les conditions les plus élémentaires de vie des communautés paysannes. Et, d'autre part, la crise économique chronique a créé en Amérique Latine un phénomène nouveau qui est le mouvement de migration en masse vers les pays les plus riches : 25 millions de latino-américains sont partis au Japon, en Europe Occidentale et, majoritairement, aux Etats-Unis. Une partie de la jeunesse s'en va, fuit son pays, et cela laisse d'énormes séquelles : paupérisation, chômage chronique, misère biologique. Les communautés paysannes traversèrent le XXe siècle dans la pauvreté, mais on ne peut pas parler de faim. En revanche, au cours



des années 90, nous voyons des phénomènes de malnutrition, chute de l'accessibilité à l'école, régression dans beaucoup d'indicateurs sociaux clés, chute des indices moyens de vie, et faim. Au Brésil, environ 100.000 Boliviens travaillent dans des conditions de semi-esclavage, et, même dans de telles conditions, le mouvement d'immigration ne cesse pas. Pourquoi ? A cause de l'exploitation mercantile de la terre ainsi que de la fabrication des produits fondamentaux et parce qu'ils n'ont pas les moyens minimum pour subvenir à leurs besoins. Donc, il y a une mobilisation avec une dynamique révolutionnaire.

D'autre part, une chose très intéressante s'est produite dans les dix dernières années : le mouvement de masses ne renverse plus simplement des dictateurs, mais aussi des présidents élus, comme en Equateur, en Bolivie, en Argentine. Qu'est-ce que cela indique ?

C'est un fait historique nouveau. Jamais avant cette expérience nous n'avions eu des révolutions démocratiques contre le régime démocratique libéral. Les situations révolutionnaires s'ouvraient, essentiellement, sur des situations finales, contre des régimes d'exception, dictatoriaux. A présent, le tabou marxiste selon lequel les insurrections ne triomphaient pas des régimes légitimement approuvés s'est levé. Au cours des derniers vingt ou vingt-cinq ans, nous avons eu en Amérique Latine des régimes démocratiques qui ont hérité des anciennes dictatures, d'économies semi-coloniales, d'insertion plus fragile sur le marché mondial, et d'Etats d'un faible poids dans le système international. La stagnation a produit l'aggravation de toutes les maladies sociales : la délinquance, la marginalisation à grande échelle, l'augmentation du crime organisé, la "lumpénisation"⁷ des sociétés, la migration en masse, la décadence de l'éducation publique, des arts et de la culture. Mais les sociétés ne peuvent pas plonger indéfiniment dans l'abîme. Cette nouvelle vague de révolutions démocratiques est une réaction. Grâce à la nouvelle vague, Tabaré, Lula, Ortega, Kirchner ne peuvent plus faire ce que Menem, Fernando Henrique et Fujimori ont fait en Argentine, au Brésil ou au Pérou. Mais le problème de fond reste là : les émigrés ne sont pas revenus, le chômage, même quand il a diminué, s'est maintenu à un niveau beaucoup plus élevé. Il y aura une deuxième vague de mobilisations, certainement encore plus radicalisée, en Amérique Latine. Le problème de fond, c'est que le prolétariat brésilien n'a pas rejoué le rôle qu'il a eu en 1978 ou 1984. A un certain moment, entre 1993 et 1995, il s'est passé une inversion globale de forces par rapport à la période qui s'était ouverte entre 1978 et 1989.

Des statistiques récentes de l'ONU disent que le Brésil est entré dans le club des pays les plus développés. Ceci n'est-il pas contradictoire avec le tableau de décadence que vous décrivez ?

⁷ De l'allemand *lumpen* (guenilles) : phénomène qui consiste à entrer dans un processus de marginalisation et d'activités liées aux vols, trafic de drogue, prostitution, mendicité (source : <http://www.anovademocracia.com.br/36/21.htm>).



La dynamique de la société brésilienne n'est pas ascendante. Comment expliquer qu'entre 3 et 5 millions de Brésiliens (personne ne sait exactement combien ils sont) ont fui le pays dans les dix dernières années pour vivre dans des conditions inhumaines, dans les banlieues des Etats-Unis, du Portugal, de Londres ou du Japon ? Ces millions de personnes font partie de la force de travail des jeunes, et ce n'est pas un hasard s'ils envoient 10 milliards de reais au Brésil. Les masses tentent de réagir contre la décadence. D'abord, ils cherchent, à court terme, des solutions électorales : ce sont les gouvernements de centre-gauche, les uns ayant une rhétorique plus radicale, comme à La Paz et à Caracas, les autres une rhétorique beaucoup plus modérée, comme à Brasília, Buenos Aires et Montevideo, mais qui ont un projet qui, essentiellement, est le même, celui de régulation du capitalisme périphérique. Je ne vois pas tellement de différence de projet entre Kirchner, Lula et Evo Morales, avec leurs politiques compensatoires. A la rigueur, pour être juste, le niveau de ces politiques en Argentine a été gigantesque. Au Brésil, 11 millions de familles en ont bénéficié, ce qui correspond à environ 15 pour cent de la population économiquement active (PEA). En Argentine, ce sont 25 pour cent de la PEA. Le projet qui a été implanté au Venezuela n'est pas très différent. En fait, nous discutons de la chose suivante : le projet de réguler le capitalisme et satisfaire les masses avec des politiques sociales compensatoires tient-il la route, ou est-ce une utopie ?

Supposons qu'il y ait vraiment une vague révolutionnaire au Brésil. Ici, il n'existe pas, aujourd'hui, d'organisation de gauche capable de prendre la tête de mouvements de masses dans le sens de la rupture avec le capitalisme. Dans ce cas, à quoi allons-nous assister ? Des vagues révolutionnaires et des défaites subséquentes ?

Il y a une acéphalie, une fragilité de la représentation populaire, par l'asymétrie – pour utiliser un terme que les sociologues aiment bien –, de la représentation entre les classes. La bourgeoisie de nos pays sait que, pour dominer, elle a besoin de contrôler la représentation des autres classes, donc elle se représente elle-même et attire les organisations qui surgissent des luttes populaires. Mais pas toujours avec un succès total, car une partie des leaders ne peut pas être achetée ni corrompue. Le matériel humain qui surgit et se développe dans le combat des travailleurs latino-américains, des peuples autochtones, des paysans et de la jeunesse est extraordinaire. Ils surgissent dans la lutte par dizaines, par milliers. Il y a une énorme énergie, ce sont des pays dont le poids de la jeunesse est énorme. Alors, de ce point de vue, il y a des éléments qui rendent optimiste. Mais il y a une autre dimension du problème qui est tragique, parce que les jeunes leaders qui arrivent au cœur du combat n'ont pas d'expérience. C'est le grand défi des marxistes latino-américains, celui d'être présents en première ligne au côté des nouveaux combattants, afin que le fil de continuité de l'Histoire ne se perde pas.



Le PT [Parti des Travailleurs] et la CUT [Centrale Unitaire des Travailleurs] continuent d'être des organisations de masse. Dans une éventuelle reprise des grandes luttes, quel rôle vont-ils jouer ?

La CUT est encore de nos jours une grande centrale, mais elle ne réunit difficilement pas plus de trois cents syndicats qui sont disposés à payer régulièrement leurs cotisations syndicales. Il y a une crise financière terrible. Si nous comparons combien de syndicats cotisent à la Conlutas et combien cotisent à la CUT, nous aurons une meilleure proportion du poids effectif de chaque centrale. La CUT s'est déjà vidée en grande partie, c'est aujourd'hui l'un des bras du Ministère du Travail, donc sa force effective comme appareil est vraiment petite. La capacité de la CUT à créer une mobilisation nationale est plus petite que celle de la Conlutas.

Mais la CUT n'est pas intéressée par le fait d'organiser des mobilisations...

Mais elle doit faire, disons, un semblant de mobilisation, parce qu'elle est en accord avec le gouvernement. Au fond, une mobilisation pour appuyer ce qui avait déjà été négocié avec le gouvernement. En revanche, dans le cas du PT, curieusement, son poids électoral est beaucoup plus concentré dans les secteurs les plus en retard qu'au moment où le PT a joué un rôle progressif, dans les années 80. Je pense qu'aujourd'hui le PT a un engagement de fond avec la stabilité du régime. Il y a quelque chose de profond qui a changé, quelque chose de très simple, mais de très profond. Le PT, dans les années 80, jusqu'à l'installation du Collège Electoral, était opposé au gouvernement et au régime. Le PT était l'opposition au gouvernement Figueiredo et était l'opposition au régime qui était la dictature. A partir de l'élection du Collège Electoral, lentement, le PT s'est déplacé pour être en opposition à Sarney, mais défenseur du régime. Pour la première fois, le PT a joué un rôle objectif dans la défense du régime, quand il a appuyé la prise de pouvoir de Itamar Franco. Pendant les huit ans de Fernando Henrique, le PT était la force d'opposition au gouvernement, mais il était un parti du régime. Cela signifie que le PT doit être loyal envers les institutions, reconnaît la légitimité du Suprême Tribunal Fédéral, la légitimité de l'Etat-Major des Force Armées, des traités internationaux dont le Brésil a hérité, surtout à l'époque de la dictature. Le PT est intégré au régime. Un parti de l'ordre n'appuie pas de mobilisations sociales pour déstabiliser l'ordre.

Mais ces politiques trouvent l'appui des masses...

Dans aucune société, les classes vont à l'affrontement avant d'avoir épuisé toutes les possibilités de résolution du conflit par les négociations. Je ne vois pas pourquoi le Brésil et l'Amérique du Sud seraient différents. Vous constaterez qu'au cours du XXe siècle la solution révolutionnaire s'est imposée seulement après que l'espoir de changement à l'aide de réformes a été déçu une, deux, trois, quatre fois, démontrant ainsi à des millions de personnes qu'il n'est pas possible de changer une société sans lutter.